



Édito

Les crises politiques au Proche-Orient à la lumière de la question foncière.

par Pierre BLANC

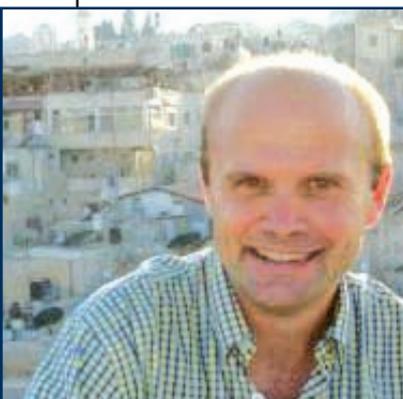
article faisant partie d'un ouvrage de l'Iremmo à paraître :

« Terre et mer : ressources vitales en Méditerranée », coordonné par Cosimo Lacirignola, Paris, Bibliothèque de l'Iremmo, 2015.

Dans le Proche-Orient très urbanisé et trop vite assimilé à une région de rentes diverses, on oublie parfois un peu trop l'importance de l'agriculture en tant que vecteur de richesse, d'intégration sociale et d'équilibre territorial. Et lorsque l'on évoque cette activité, la question foncière demeure trop peu évoquée.

Certes, les statistiques font apparaître l'importance quantitative de la terre comme paramètre fondamental des performances agricoles. Mais la dimension politique de la terre est trop cachée alors qu'elle a été si déterminante dans les vicissitudes contemporaines et qu'elle continue à s'inviter dans les crises actuelles.

suite en page 3



PROCHAINE CONFÉRENCE page 5
INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

CONFÉRENCES PROGRAMMÉES page 6

TOUS LES DÉTAILS DE NOS RUBRIQUES HABITUELLES
en page 2

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des parutions de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposées.

Association EUROMED-IHEDN
chez COUSTILLIÈRE
48, rue Gimelli - 83000 TOULON
Tél : 06 34 19 28 79

Contact
entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr
Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillière
Chargé de communication : Daniel Valla

6^{èmes} Rencontres de Cybèle

organisées
par l'Association Euromed-IHEDN
se tiendront

mercredi 10 juin

à Marseille,

à la Villa Méditerranée

le thème en sera

Le Sahel

**ou l'obligation de coopération
entre la France, l'Algérie
et la Tunisie**

**La manifestation comprendra
deux tables rondes**

**le matin du 10 juin de 9h à 13h
avec pour chacune 4 intervenants
venant des pays concernés.**

**Nous vous invitons à réserver cette date
dans votre agenda.**



Les
Rencontres
de
Cybèle

Le numéro 4 de la revue Gibraltar

que nous
vous avons présenté
dès sa première parution
vient de sortir

<http://www.gibraltar-revue.com/?p=4>



RETROUVEZ en ligne,
**le compte-rendu de la conférence
de Bernard HOURCADE**
(février 2015)
dans l'espace Adhérents du site
www.euromed-ihedn.fr



Au sommaire de cette lettre

Lu dans la presse

Trans-Maghreb Express.
« *La Libye n'existe plus* »



Dernier volet du périple
de Florence AUBENAS,
paru dans
le quotidien Le Monde
en pages 8 à 12

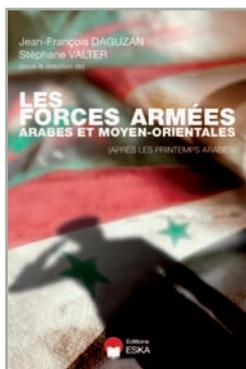
A Mersin,
dernier port des Syriens
*Entre évasions désespérées
et new business*



Par Domenico QUIRICO,
dans le quotidien La Stampa
en pages 13 à 15

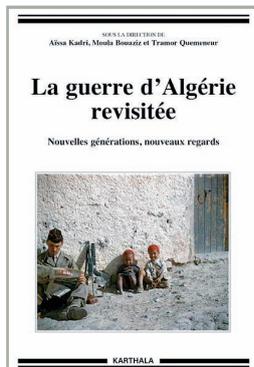
Nos membres ont publié

**Les forces armées arabes
et moyen-orientales
après les printemps arabes**



*Sous la direction
de Jean-François DAGUZAN,
membre du conseil scientifique
et Stéphane VALTER
en page 16*

**La guerre d'Algérie
revisitée.**
Nouvelles générations,
nouveaux regards



Par KADRI Aïssa,
BOUAZIZ Moula,
QUEMENEUR Tramor
*avec la participation
de Roland LOMBARDI,
membre actif de l'association
en page 17*

Notre coup de cœur

**La Langue française:
une arme d'équilibre
de la mondialisation**

Yves Montenay
Damien Soupart

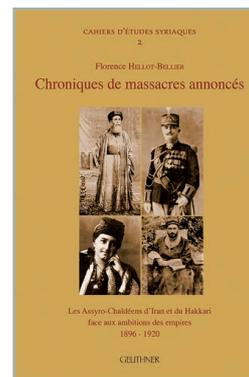
LA LANGUE FRANÇAISE :
une arme d'équilibre de
la mondialisation

LES BELLES LETTRES

Par Yves MONTENAY
et Damien SOUPART
en page 18

Histoire

**Chroniques de massacres
annoncés**
**Les Assyro-Chaldéens d'Iran et
du Hakkari face aux ambitions
des empires (1896-1920)**



Par HELLOT-BELLIER Florence,
en page 19



Les crises politiques au Proche-Orient à la lumière de la question foncière. suite de l'Édito

La crise foncière en Syrie n'est sans doute pas étrangère au déclenchement de la révolution dans ce pays en mars 2011. En Egypte, les révoltes rurales dans les années 1990 sont peut-être à considérer parmi les prodromes de l'actuelle situation révolutionnaire à tout le moins incertaine. Si l'on se donne de la longue portée, l'on se rend compte que cette question a été également déterminante dans la guerre civile libanaise (1975-1990) ainsi que dans l'arrivée au pouvoir des Nassériens en Egypte et des Baasistes en Syrie dans les années 1950 et 1960. D'un certain point de vue, le présent dans ces deux pays constitue la fin d'un cycle qui avait été initié par une transition politique à forte dimension agraire.

Ajoutons à cela que l'analyse de la question palestinienne ne saurait s'exonérer d'un recours à un prisme foncier car la grande propriété a facilité le transfert de terres vers les migrants juifs venus d'Europe. Enfin, la Jordanie, finalement très stable en dépit de sa proximité avec les épicrocentres de la sismicité géopolitique, se présente comme une exception dans ce panorama du Proche-Orient : la stabilité de la construction politique de ce pays semble bel et bien valider l'hypothèse d'un soubassement foncier des crises modernes du Proche-Orient.

Une archéologie foncière

« J'appelle journalisme, ce qui sera moins intéressant demain qu'aujourd'hui ». Quoique respectueux du journalisme, André Gide signifiait ainsi que le regard trop collé au présent perd souvent de vue la trajectoire des processus historiques. Autrement dit, en commentant trop ce qui se passe sans tenir compte de ce qui s'est passé, parfois sur les temps longs, le risque est grand de se fourvoyer et d'égarer le lecteur. Il faut donc revenir au passé pour expliquer le présent car l'actualité est riche en remontées de l'histoire. A cet écueil d'un désinvestissement du passé, s'en ajoute un autre : celui qui consiste à faire d'une explication le tout d'un phénomène. Ainsi, si la question foncière est

importante dans l'explication des processus, elle ne suffit pas à les expliquer dans leur totalité. Revenir à l'histoire foncière sans en faire le déterminant absolu des crises modernes du Proche-Orient, telle est donc notre approche.

Dans cette région, le fait majeur sur le plan foncier remonte à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle. C'est en effet à ce moment-là que s'est produit le processus de concentration foncière. L'analyse de ce processus d'appropriation déséquilibrée suppose de distinguer entre les pays du Proche-Orient et l'Egypte ; moins parce que les mécanismes seraient très différents, que parce que l'histoire entre ces deux espaces a divergé dès le début du 19^{ème} siècle.

Dans les régions du Proche-Orient, sous tutelle ottomane, des réformes foncières furent mises en œuvre de 1839 à 1863. Elles faisaient partie de l'ensemble des réformes (*Tanzimat*) supposées revigorer un empire en proie à une crise financière et géopolitique. Jusqu'à l'heure, les terres cultivées répondaient au statut *miri* : ces terres *amiriées* demeuraient la propriété de l'Etat, mais elles étaient laissées en usufruit aux paysans, du moins tant qu'ils ne la laissaient pas vacante plus de trois années consécutives. Désormais, avec les *Tanzimat* la terre cultivée passait dans le régime privé (*mulk*) à l'instar des terres habitées, mais ceci supposait l'inscription dans un registre foncier (*Defter-Khané*). Cependant, ce régime de privatisation s'est transformé en quelques décennies en un processus de concentration foncière.

D'une part, dans cette période de réformes foncières, le Sultan distribua directement des terres à certains de ses favoris (Khader, 1984). D'autre part, l'enregistrement foncier par un simple certificat rédigé par quelques personnalités locales pouvait faciliter une appropriation inégale : ainsi le titre de propriété étant « *dépourvu de signalement topographique précis, ne faisait que sanctionner la suprématie du gros possédant sans poser aucune limite à ses empiètements* » (Gibert, Fevret, 1953).

A cela s'ajoutait l'ouverture du commerce avec l'Europe qui favorisait le développement d'une riche classe de commerçants urbains. Aussi, avec l'accumulation des numéraires, ceux-ci cherchèrent-ils à les placer dans des biens fonciers, les placements bancaires étant peu facilités dans un empire ottoman marqué au sceau de la charia : le temps appartenant à Dieu, l'homme ne peut en faire un objet de commerce étant entendu que l'argent n'est pas considéré comme productif. L'immatriculation des terres et leur mise en marché *de facto* donnaient ainsi à ces riches commerçants (*effendis*) une opportunité d'en acquérir.

Mais les acquisitions se firent également de façon plus indirecte. Des paysans souvent en situation précaire se voyaient alors dans l'obligation d'emprunter de l'argent le temps d'une campagne ou plus, selon que les récoltes avaient été bonnes ou non. Or la bourgeoisie citadine était en capacité de prêter cet argent souvent de façon usuraire, et ce en contravention de la loi islamique usant de subterfuges divers (*hiyal*) (Rodinson, 1963). Au final, beaucoup de paysans se retrouvèrent tôt ou tard dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes, ce qui les conduisait à rétrocéder alors leurs terres à des *effendis*. Par conséquent, ceux-ci accroissaient la taille de leurs propriétés, les *fellahin* devenant alors leurs métayers.

D'autres modes d'appropriation furent utilisés comme celui qu'utilisait l'*effendi* de pouvoir opérer les démarches d'immatriculation à la place du paysan illettré qui se retrouvait ainsi dépossédé. Mais dans certains cas, c'était le *fellah* lui-même qui demandait à être remplacé par un riche *effendi* pour enregistrer sa terre et ainsi éviter des impôts ou fuir la circonscription. Dans certains cas, ce sont des villages de type *musha* (terres collectives) qui furent enregistrés au nom d'un riche citadin supposé les protéger des excès du fisc et des convoitises des nomades ou des villages voisins.



Les crises politiques au Proche-Orient à la lumière de la question foncière. suite de l'Édito

Sur les lisières désertiques, à distance des villes où les bédouins dominaient, l'appropriation profita aussi aux chefs de tribus semi-nomades qui enregistrèrent les terres collectives en leur propre nom, avec l'assentiment des autorités ottomanes. Cette « politique des chefs », qui consistait ainsi à s'appuyer sur des cheikhs tribaux, fut d'ailleurs assumée comme telle sous les mandats britannique et français qui utilisèrent la terre comme un moyen d'exercer un contrôle sur eux, via leur sédentarisation.

En Egypte, les phénomènes d'appropriation furent assez similaires quoique ce pays fût progressivement détaché de l'espace ottoman au cours du 19^{ème} siècle. Avant ce changement de tutelle, la gestion fiscale des terres était organisée, comme ailleurs dans l'empire, par des *multazim* en charge de circonscriptions territoriales mais qui n'en étaient pas propriétaires.

Avec le règne de Mohamed Ali (1805-1848), l'appropriation inégale des biens fonciers fut une réalité. En 1829, partant du principe qu'il fallait valoriser les terres incultes (terres *ibadiya*), Mohamed Ali en alloua à des chefs de tribus qu'il voulait sédentariser mais aussi à des hauts fonctionnaires ou des officiers de l'armée qui étaient ainsi récompensés pour services rendus. D'abord usufruitiers, les concessionnaires de terres *ibadiya* devinrent alors en capacité de les transmettre à partir de 1838 puis de les vendre à partir de 1842, le fils de Mohamed Ali, Saïd, reconnaissant en 1852 la pleine propriété sur ces terres. Par ailleurs, Mohamed Ali distribua des terres du domaine privé de l'Etat (*jiflik*) à des membres de sa famille ainsi qu'à des proches. Toutefois, la petite propriété fut également reconnue puisque, avec la loi foncière de Saïd en 1858, les paysans devinrent propriétaires de leurs terres dans la mesure où ils les avaient exploitées depuis cinq ans. Ainsi était établie l'opposition foncière entre grandes et petites propriétés. Cependant, avec les crises récurrentes de l'agriculture, notamment pour la production de coton, l'endet-

tement de certains petits propriétaires s'accrut, ce qui donna lieu à un transfert de certaines petites propriétés vers la grande propriété (Hourani, 1993). Par ailleurs, le passage des générations qui, en subdivisant les propriétés, accroissait la bipolarisation foncière. Dans les deux cas - l'endettement et le passage des générations -, les paysans sans terre voyaient leur nombre s'accroître, ce qui constituera un énorme problème politique, là comme ailleurs.

Ainsi, au milieu du 20^{ème} siècle, la propriété de la terre se présentait de façon très inégalitaire dans cette région du monde. D'un côté, une élite foncière y détenait aussi le pouvoir politique, en lien avec les tutelles britannique et française (dans le cadre du mandat au Proche-Orient ou des accords égypto-anglais). D'un autre, une multitude de petits paysans, souvent pauvres, travaillaient la terre qu'ils ne possédaient pas le plus souvent. Ils la louaient aux grands propriétaires selon un statut de métayage ou de fermage.

Le foncier et les crises contemporaines

Mêlant d'une côté une élite foncière et politique liée aux puissances européennes et d'un autre une paysannerie pauvre, la situation sociale était donc instable au Proche-Orient à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Dans des pays majoritairement ruraux et en proie à la pauvreté sociale, la guerre de 1948 et la création d'Israël vécue comme une humiliation par les Arabes, finit de porter les opinions vers des courants nationalistes en rupture avec les élites foncières « domestiquées » par les Britanniques et les Français. C'est dans ce contexte que doivent être replacées la révolution nassérienne en Egypte et l'instabilité politique syrienne qui conduira en 1963 à l'avènement baasiste. D'extraction militaire mais en résonance avec la paupérisation de la société rurale, les révolutionnaires nassériens et syriens mirent la question rurale au cœur de leur agenda. Des réformes agraires furent toute de suite mises en œuvre : dès 1952 en Egypte, avec des renforcements par la suite ; dès 1958

pour la Syrie lorsqu'elle fusionna momentanément avec l'Egypte puis surtout à partir de 1963 lorsque le parti Baas prit les commandes du pays. Avec ces réformes, il s'agissait de redonner du pouvoir économique aux métayers et aux fermiers, mais aussi de ruiner la source de pouvoir des anciennes élites politiques. Il était également question d'accroître la productivité de l'agriculture pour parvenir à l'autosuffisance et partant de renforcer l'indépendance après tant d'années de tutelle. Des plafonds furent ainsi établis tant pour la propriété que pour les fermages. Quant au métayage, il était désormais très encadré.

Contrairement, à la Syrie et à l'Egypte, la Jordanie, la Palestine et le Liban ne connurent de réforme agraire, et cela pour des raisons différentes : les vicissitudes géopolitiques en Palestine, le choix d'une économie de service au Liban et la structure foncière en Jordanie ; il n'en demeure pas moins que ces pays illustrent aussi l'importance de la terre dans les évolutions politiques.

Faisant figure d'exception dans la région, la stabilité du royaume de Jordanie peut ainsi s'analyser en partie par l'absence d'une grande propriété foncière (Fischbach, 2000). Ce pays était plus loin de l'empire ottoman et la politique de privatisation des terres avait été moins dynamique, ce qui ne favorisa pas l'apparition de la grande propriété. D'autre part, après 1920, la puissance mandataire britannique avait mis en place un programme de financement des agriculteurs. Or il est reconnu que ce programme avait évité des faillites de beaucoup de petits paysans, ce qui empêcha la formation d'une grande propriété. Tout ceci aurait contribué à entraver le processus de radicalisation idéologique tel que l'a connu le reste de la région.

Si la Jordanie était relativement égalitaire au lendemain de son indépendance, le Liban était autrement plus stratifié sur le plan foncier. L'élite foncière de ce pays, à l'abri d'un partage communautaire du pouvoir, n'avait pas alors été remise en



Les crises politiques au Proche-Orient à la lumière de la question foncière. suite de l'Édito

question par des mouvements politiques à l'instar de ce qui se produisit en Syrie et en Egypte. Aussi, le déséquilibre de la propriété se maintint-il. Des années 1950 aux années 1970, un système de métayage ou de fermage très précaire défavorisa ainsi la petite paysannerie du pays. Or dans les régions agricoles de la Bekaa et du Sud-Liban, la paysannerie était très majoritairement chiite et subissait la loi d'une élite foncière de même extraction communautaire. La pauvreté dans cette communauté souvent rurale (doublée d'un sentiment d'être exclue d'un pouvoir libanais dominé par les maronites, les sunnites et les druzes) contribua sans doute à la radicalisation de cette communauté. Et l'apparition du mouvement Hezbollah en 1982 pouvait être relue sur ce fond de paupérisation paysanne.

Pourtant, cet enseignement de l'histoire n'a pas été tiré au Liban qui n'a pas œuvré à une politique de requalification rurale depuis la fin de la guerre civile. Force est de constater en effet que le modèle de croissance choisi par le pays privilégie encore beaucoup la zone littorale. Quant à la propriété agricole, elle demeure très concentrée aujourd'hui. 3,5% des propriétaires de terres agricoles libanais détiennent 50% de la surface du pays (Zurayk, 2010). Ainsi, le développement équilibré du territoire annoncé comme tel dans les accords de Taëf semble encore loin de sa pleine réalisation.

La question de Palestine s'éclaire aussi à l'aune de la question foncière. Il faut revenir toujours à ce contexte de grande propriété foncière qui a caractérisé le Proche-Orient. Entre la fin du 19^{ème} siècle et le début des années 1920, une grande partie des terres de Palestine était détenue par des familles des villes commerçantes de Beyrouth, Alep et Saïda. Mais avec la création de la Palestine en 1920 et le tracé des frontières, ces propriétaires du Liban et de Syrie furent coupés de leurs propriétés agricoles en Palestine, ce qui les poussa à vendre leurs terres au fonds national juif créé au début du 20^{ème} siècle

(Granovski, 1940). Désormais, beaucoup de paysans métayers ou fermiers de ces anciens propriétaires se retrouvèrent sans terre, ce qui explique en grande partie la révolte de 1936-1939.

Etant donné le départ de ces propriétaires étrangers, il ne restait plus, à ce moment-là, que les grands propriétaires autochtones. A leur tour, ils furent dépossédés en 1948, du fait de l'expulsion des Palestiniens de Galilée par Israël, ce qui amenuisait considérablement leur pouvoir. Enfin, après 1967, le grignotage de la terre par Israël se poursuivit, là encore, de manière forcée, ce qui ruinait définitivement la grande propriété foncière et la source de pouvoir qu'elle constituait (Robinson, 1997). Il n'y eut donc pas de réforme agraire, la terre étant transférée au Yishouv avant 1948 puis à l'Etat hébreu, un phénomène qui se poursuit de nos jours (Kerem Navot, 2013). Certes, les grands propriétaires palestiniens ont ainsi perdu beaucoup de pouvoir, qui plus est dans une société de plus en plus urbanisée, mais les maîtres de la terre sont désormais les Israéliens.

La question foncière est donc très active dans le contexte très singulier de la Palestine. Elle le reste aussi en Syrie et en Egypte, deux pays qui ont été les plus loin dans la politique foncière. En Egypte, la contre réforme agraire conduite dans les années 1990 qui s'est traduite par la dépossession d'un million de fermiers a constitué un sujet de mécontentement social parmi tous ceux qui ont conduit à la révolution de 2011. Il s'agissait de déplaçonner les fermages pour fluidifier le marché foncier. Autrement dit, le but poursuivi était de déplacer la terre vers les acteurs agricoles les plus solvables afin de « moderniser » un secteur jugé alors trop traditionnel. C'était la victoire du libéralisme « moubarakiste » sur le socialisme arabe nassérien. En fait, déjà sous la présidence de Sadate, la rupture avec l'approche agraire de Nasser avait subi des aménagements forts sous la pression des propriétaires (Bush, 2009).

En Syrie, l'actualité de la question foncière a certainement à voir avec les événements qui se produisent depuis mars 2011. Si elle a été renforcée par la sécheresse de 2006 à 2011, la crise rurale à la veille de la révolution de 2011 s'explique aussi par le rétrécissement de la propriété agricole (Razzouk, 2013, FAO, 2003). Deux générations après la réforme agraire des années 1960, les descendants des bénéficiaires cultivaient sur de très petites exploitations. En effet, en l'absence d'un essor de l'industrie et des services, beaucoup de fils de paysans furent obligés de rester sur des exploitations dont la taille s'était réduite au gré des changements de génération. Dans ce contexte de crise rurale, il n'est donc pas surprenant que les anciennes catégories rurales favorisées autrefois par le parti Baas, furent en première ligne dans les révoltes de 2011. Evidemment, d'autres causes s'ajoutent à ce mécontentement rural ; en particulier, le fait que la subvention au gasoil avait été supprimée en 2008 et que les aides aux produits stratégiques n'avaient pas suivi le renchérissement du coût de la vie.

La dimension foncière est donc très prégnante encore dans l'équilibre des sociétés certes devenues urbaines du Proche-Orient. Plus que cela, la terre a un rapport avec le pouvoir. Dans un moment de transition politique très fragile et certainement très long, cette question ne saurait être oubliée.

Références bibliographiques

- Ayeb Habib, La crise de la société rurale en Egypte, la fin du Fellah, Paris, Karthala, 2010
- Blanc Pierre, Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau, Presses de sciences po, 2012
- Bush Ray, "The Land and the people", in Egypt, Moment of Change, El-Mahdi Rahab et Marfleet Philip, Le Caire, The American University, 2010
- FAO, Syria agriculture at the Crossroads, 2003
- Fischbach Michael R, State, Society and Land in Jordan, Leiden-Boston-Köln, Brill, 2000
- Gibert André et Favret Maurice, « La Djézirah syrienne et son réveil économique », Revue de Géographie de Lyon, 28 (1), 1953
- Granovsky A., Land policy in Palestine, New-York, Bloch publishing Company, 1940
- Hourani Albert, Histoire des peuples arabes, Paris, Seuil, 1993



Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Prochaine conférence ouverte à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

notre invité

sera **Pierre BLANC**,

Enseignant-chercheur en géopolitique, Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux,

Consultant auprès du CIHEAM, Rédacteur en chef de Confluences Méditerranée

sur le thème :

Eau, terres et pouvoirs au Proche Orient



Pierre BLANC est enseignant-chercheur en géopolitique à Sciences po Bordeaux et à Bordeaux sciences agro. Il est rédacteur en chef de la revue *Confluences Méditerranée* et directeur de l'édition « *la Bibliothèque de l'Iremmo* ».

Ses travaux de recherche et ses enseignements portent sur la géopolitique de la Méditerranée et du Proche-Orient.

Il s'intéresse en particulier à la dimension hydropolitique et agraire de ces conflits, notamment au Proche-Orient où il a effectué de nombreuses missions et où il a vécu.

Parmi les nombreuses publications de l'auteur, citons son ouvrage paru en 2012 : « *Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau* » (Presses de Sciences po). En 2014, il a écrit avec Jean-Paul Chagnollaud « *L'Atlas des Palestiniens* » (éditions Autrement) et « *Violences et politique au Moyen-Orient* » (presses de sciences po).

La terre, l'eau et la sécurité alimentaire sont au coeur de stratégies de puissance et des logiques conflictuelles. Il s'agit d'une réalité mondiale.

Dans le contexte du Proche-Orient, l'acuité des questions agraires et alimentaire est d'autant plus forte que l'on se situe dans un épiceutre de la sismicité géopolitique mondiale.

Comment comprendre les logiques spatiales d'Israël si l'on ne s'intéresse pas aux dimensions foncières et hydropolitiques ? Comment ignorer la figure du paysan palestinien qui demeure centrale dans la résistance à l'emprise territoriale israélienne ? Que l'on soit en Syrie, au Liban, en Egypte ou en Jordanie la question foncière est un soubassement trop important des dynamiques politiques pour qu'elle soit oubliée.

On doit dire la même chose des violences hydrauliques qui traversent les bassins régionaux avec une nouvelle intensité à l'heure de la montée en puissance de certains acteurs.

La conférence proposera donc l'utilisation d'un prisme souvent ignoré de la conflictualité régionale.

Il s'agit de regarder l'histoire contemporaine sans désertier le présent.

À MARSEILLE

Lundi 16 mars

amphithéâtre de l'Ecole de la Deuxième Chance
360, chemin de la Madrague-Ville / pl. des Abattoirs
MARSEILLE 15ème.

Date limite d'inscription à la conférence : vendredi 13 mars

Un dîner est organisé autour de notre invité

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 11 mars
Le montant du dîner est de 32 €.
Les chèques sont à libeller au nom de :
Restaurant LES ARCENAUUX .

À PARIS

Mercredi 18 mars

amphithéâtre Suffren, à l'Ecole militaire.

**Date limite d'inscription à la conférence :
vendredi 13 mars**

**Pensez à communiquer votre date de naissance lors de
votre inscription : plan vigipirate renforcé oblige.**

**Un dîner est organisé autour de notre invité
au Cercle de l'Ecole militaire,**

Nombre de places limité :
inscription jusqu'au mercredi 11 mars
Le montant du dîner est de 35 €.
Les chèques sont à libeller au nom de :
Association Euromed-IHEDN.



Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Conférences au programme du cycle 2014/2015

Les dates et les thèmes sont maintenant définis.

Vous en trouverez les évolutions dans nos prochaines Lettres Mensuelles et sur le site www.euromed-ihedn.fr



Lundi 13 avril à Marseille
*la conférence aura lieu
exceptionnellement
Villa Méditerranée
qui nous accueillera
dans son cadre prestigieux.*

Mercredi 15 avril à Paris
**Le Maghreb :
facteurs d'unité
et de désunion**

par Flavien BOURRAT
*Chercheur
au Centre Euromaghrébin
de Recherches et d'Etudes
Stratégiques (CEMRES)
dans le cadre de l'initiative
5+5 défense en Méditerranée
occidentale.
Il prononce également
des conférences au profit
de stagiaires et d'officiers
(Ecole de Guerre, IHEDN,)
et enseigne la géopolitique
du monde arabe contemporain
à l'Institut National
des Langues et Civilisations
Orientales.*



Mercredi 6 mai à Paris
Lundi 11 mai à Marseille
**(In)sécurités
alimentaires
et rurales
au Sud et à l'Est
de la Méditerranée**

par Sébastien ABIS
*Analyste politique,
Conseiller au Secrétariat
Général du CIHEAM,
organisation intergouverne-
mentale de coopération
pour le développement
agricole et l'alimentation
en Méditerranée.
Membre des comités de
rédaction des revues
Confluences Méditerranée
et Futuribles.
Auteur d'une centaine
d'articles et d'interventions
publiques portant sur la géo-
politique, les enjeux straté-
giques euro-méditerranéens,
la sécurité alimentaire et les
problématiques agricoles.
Expert au sein du groupe de
travail « Euromed 2030 » de
la DG Recherche de la
Commission européenne.*



Lundi 15 juin à Marseille
Mercredi 17 juin à Paris
**La voile latine,
symbole
de la complexité
et de la diversité
méditerranéenne**

par Hubert
POILROUX-DELEUZE
*né à Marseille Hubert
POILROUX-DELEUZE a fait
ses études de Droit à Aix en
Provence et obtient un doctorat
de spécialité, puis un certificat
d'Ethnologie générale.
Avocat au Barreau de
Marseille il devient spécialiste
de la propriété intellectuelle.
En marge de ses activités pro-
fessionnelles, Hubert est un
passionné de voile et de
Méditerranée. Il a d'ailleurs
écrit diverses communications
et articles sur la navigation et
l'Histoire de la Méditerranée et
publié deux ouvrages : La
voile libre, paru en 1978 aux
Editions Maritimes et d'Outre-
mer (EMOM) et Marseille et sa
plaisance, co-édité par Jeanne
Laffitte et l'ENOM en 1982.*



Le Monde

Trans-Maghreb Express. « La Libye n'existe plus »

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

Dernier épisode de l'épopée de la journaliste Florence Aubenas à travers le Maghreb et ses frontières, de Tanger à Tripoli.



Dans le port de Tripoli en juillet 2014

Le café est déjà servi.

Voilà maintenant le thé.

L'employé s'éclipse, très droit, laissant la pièce silencieuse.

« Vous aimez Nice ?, demande un conseiller, à brûle-pourpoint. Alors, vous allez adorer Tripoli : c'est pareil. »

Nous sommes à l'ambassade de Libye à Paris, mon visa vient d'arriver et le conseiller est le seul à manifester quelque enthousiasme pour mon reportage. Trois ans après la chute de Mouammar Kadhafi, ce sont plutôt des mines catastrophées qui préparent le voyageur à son départ, accompagnées d'une liste des assassinats d'Occidentaux et des affrontements armés les plus récents.

On s'y tue dès 9 heures du matin

A l'arrivée, Tripoli ressemble à ces personnes qu'on rencontre après en avoir entendu beaucoup de mal : tout en elle paraît charmant. Des façades ocre à l'italienne filent sur le front de mer ; plus bas, vers le Corso, des petits manèges tournent dans l'air brûlant, comme au ralenti et, sur la longue plage lumineuse, des jeunes gens chahutent autour d'un scooter de mer. Sur l'avenue Gargaresh, il y a encore 7 km d'embouteillage, des voitures de luxe roulant au pas, passant et repassant devant la vitrine de Zara et surtout à côté de cette blonde piquante dans son 4 x 4.

Puis, peu à peu, cette façade familière se fissure. Là, à l'angle du boulevard, vous voyez la station-service, tout à fait banale ? On s'y tue dès 9 heures du matin, depuis qu'une milice organise la

pénurie pour le contrôle des carburants et de la sécurité. Au rond-point, un agent de police en uniforme téléphone gravement à côté d'une fontaine, mais c'est en réalité le petit jeune homme, avec sa kalachnikov dans la boîte à gants, qui s'occupe de la circulation.

Un député libyen entre en courant dans le hall du Radisson Blu. Le portique de sécurité se met à hurler. Il lance au vigile : « Pas de problème, c'est juste mon arme. » Depuis qu'ils ont été attaqués par des groupes, les représentants de l'Etat et les institutions se sont réfugiés dans les grands hôtels. Il y a quelques jours se sont tenues les élections législatives : même pas 30 % de votants, certaines régions n'ont pas du tout participé et il a fallu changer le nom du Congrès tant il est méprisé. En s'affalant en face de moi sur la banquette, le député conclut : « Ce pays n'existe plus. » Il est 8 heures du matin, fin juin 2014. Il décapsule une bière sans alcool.

« En arrivant il y a trois ans, on s'était dit : la Libye sera le plus beau des "printemps arabes" », se souvient un représentant spécial de l'Union européenne. Il est accoudé au 25ème étage du Radisson, contemplant la vue sublime sur la baie. « Avec ses six petits millions d'habitants, tous sunnites, ça ne sera pas trop difficile. Mais, quand on a soulevé le couvercle du



Trans-Maghreb Express.

« *La Libye n'existe plus* »

Le Monde

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde



Un bâtiment de Misrata, ville prise par les milices en 2011. Celles-ci sont ensuite remontées à Tripoli et se sont partagé les quartiers.

adhafisme, on s'est soudain rendu compte que les tribus étaient là, embusquées, chacune avec sa milice, surarmées depuis la guerre. »

Dans ce paysage fracassé, Misrata se prétend « l'une des villes les plus sûres du monde, oui, j'ai bien dit du monde », répète Chawki Rimda, chef du comité révolutionnaire local. A 200 km à l'est de Tripoli, on ne s'y plaint même pas d'un vol de portable. Il faut dire que Misrata a créé l'une des milices les plus puissantes, capable en une nuit de s'emparer du pays. Le problème, c'est qu'elle n'est pas la seule. Aller là-bas, c'est un peu assister à la naissance des ogres.

500 caméras de surveillance

L'arrivée à Misrata ressemble à un passage de frontière, contrôle strict des voitures et des passeports. En ville, le chef de la police, Saleh Ali Esneo, aligne 700 agents de renseignement et 1 300 policiers « tous 100 % de Misrata : [ils] ne veu[llent] personne de l'extérieur qui pourrait comploter contre [eux] ». Chaque coin de rue possède sa caméra de surveillance, 500 en tout et « [ils] en mettr[ont] plus s'il le faut », continue

Esneo. Dans la salle de contrôle, un ingénieur zoome sur les écrans, comme un gamin le jour de son anniversaire : « Si Kadhafi avait eu cette idée avant nous, on était tous morts. » Il a choisi le modèle de caméra le plus moderne mais aussi « le plus joli, pour que la ville soit décorée. Chez, l'argent n'est pas un problème ».

Sitôt après la révolution, la ville a été prise en main par les milices d'un point de vue militaire, et le « Club des businessmen » s'occupe de la gestion. Tout le monde travaille ensemble. « L'Etat ne faisait rien et la ville n'avait pas envie d'attendre », résume un importateur en matériel agricole. Grâce à ses propres financements, le Club des businessmen régenté la cité, organise les hôpitaux ou réaménage la zone portuaire. Une boîte de dattes circule autour de la table, quatre ou cinq entrepreneurs sont là aussi. « Oui, les affaires vont bien, merci », dit l'un. « Mieux, même, depuis la chute du régime. Avec lui, on se faisait peut-être plus d'argent, mais il fallait de la chance : les lois changeaient d'une heure à l'autre. » Quelqu'un rigole : « Tu te souviens quand son fils avait été emprisonné en Suisse et qu'il avait fallu tout arrêter là-bas ? » Sourires, nouvelle tournée de dattes.

A Misrata, on aime bien raconter ce genre d'histoire en attendant d'aller prendre un avion pour la Turquie ou le Japon, à l'aéroport international, également reconstruit par le Club. Et on pense au reste du pays, nourri seulement aux puits de pétrole, en chute libre depuis un an. « Ici, nous sommes l'élite. Tout le monde devrait suivre notre exemple. » Je demande à l'importateur : « Serait-il possible de faire un reportage dans la caserne d'une milice ? » Il promet de rappeler, comme tous ceux à qui je demande.

Dans la rue principale, certains bâtiments bombardés sont restés en l'état, comme des lambeaux déchiquetés de la vie d'avant 2011. C'est volontaire : ne rien oublier, ne rien pardonner. Ville martyre davantage que révolutionnaire, Misrata a vécu la bataille la plus longue du pays. Elle a été d'autant plus cruelle qu'une ville voisine, Tawargha, s'était ralliée au régime. Aussi pauvre que l'autre était riche, elle n'avait pas été trop difficile à instrumentaliser, surtout par Kadhafi, qui avait le malin génie de brouiller les tribus entre elles, jouant de l'une contre l'autre, parachutant parfois des bourgs entiers pour déstabiliser une région.



A Misrata (Libye), sur l'ancienne ligne de front de la guerre civile de 2011.

« En Libye, personne ne connaissait les armes, raconte Ahmed. Les fusils de chasse sortaient parfois pour un problème de terrain, rien de plus. Cette fois-là, personne ne pouvait refuser : toute la tribu devait y aller. » Ahmed est un vétéran de 25 ans, qui a proposé de me faire visiter Misrata. « Voilà le port par où nos armes arrivaient. Kadhafi a voulu le bombarder.



Trans-Maghreb Express.

« *La Libye n'existe plus* »

Le Monde

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

Vous avez vu ses chaussures dans notre Musée de la révolution ? » C'est une paire de boots en lézard beiges, étonnamment pointus. Ahmed conduit un peu trop vite une voiture un peu trop neuve. Par moments, ses yeux se mouillent d'un coup, sans raison. Il monte le son de l'autoradio et Khaled s'époumone encore plus : « *On va s'aimer, oui, c'est la vie.* » Puis, sans transition, Ahmed entame la liste de ses amis morts, onze en tout. Il devrait se marier. A quoi bon ? Il devrait partir faire la fête à Djerba, il adorait ça avant. A quoi bon ? Il voudrait seulement fermer les yeux dans l'odeur sucrée et écoeurante d'une chicha.

« *Je vais vous montrer un endroit secret* »

Après avoir libéré Misrata à l'été 2011, les milices de la ville sont remontées vers Tripoli, encore aux mains du régime à l'époque. A vrai dire, tous les groupes armés ont convergé vers la capitale, les uns après les autres, unis contre Kadhafi. Après sa chute, les milices s'y installent. Rentrer chez soi ? Quitter Tripoli ? Ce serait renoncer à sa part de victoire. Pis, ce serait la laisser aux autres. Alors, les groupes se partagent les quartiers, une jalousie exaspérée, se surveillant entre eux, réglant le moindre différend à l'arme lourde. Tous à nouveau solidement brouillés, comme un héritage de Kadhafi.

« *Aujourd'hui, qui serait acceptable pour prendre le pouvoir ? Et acceptable par qui ?* », demande Ahmed Joha, chargé des milices à Misrata. Il a la quarantaine, une allure timide de paysan.

« *Serait-il possible de rencontrer vos milices ?* »

Je m'attends à ce qu'il refuse. Tous ceux à qui j'ai demandé avant ne m'ont jamais rappelée. Joha se lève d'un bond.

« *Bien sûr.* »

Nous le suivons en voiture jusqu'à une caserne, très grande. Misrata revendique 20 000 combattants pour 400 000 habitants, encore que l'habitude perdue de trafiquer de façon éhontée les chiffres.

A part les sentinelles, peu de monde, c'est l'heure de la prière. Finalement, le commandant arrive. Il se fâche immédiatement. Pas de journalistes ici. Ahmed Joha voudrait mourir foudroyé, à l'instant même : lui, le chef, se trouve publiquement contredit et obligé de céder. Il plisse les yeux. Il lui faut une issue, vite. Ça y est. Il a trouvé. « *A la place, je vais vous montrer un endroit secret.* » Il ménage son effet. « *Une église, une vraie, avec des gens qui prient.* »

Tôt le lendemain, entre des champs et une ancienne usine, surgit soudain un petit clocher, comme échappé du bagage d'un colon italien. L'église est pleine, elle s'appelle Notre-Dame. Dans le presbytère, des femmes préparent du pain, des enfants jouent dans le cloître et une vitrine propose à la vente quelques objets choisis, des images pieuses ou un bonnet de père Noël qui clignote, made in China. Les fidèles, une centaine, sont coptes et égyptiens, tous émigrés économiques, travaillant surtout dans des chantiers. Aucun n'est libyen et la question fait beaucoup rire, surtout Ahmed Joha, qui répète en hoquetant : « *Ça n'existe pas, ça n'existe pas.* »

La ville entière s'est barricadée

Après d'épuisantes négociations, le régime précédent avait consenti en 2006 à céder Notre-Dame à la communauté, plutôt que de la transformer en marché, comme les autres églises.

C'est à côté de la sacristie, le 29 décembre 2012, vers 11 h 30, qu'un attentat à la bombe a tué deux fidèles. « *Nous n'avions jamais eu de problème de sécurité jusque-là* », affirme Mary, une jeune femme. Bien sûr, ici, elle a toujours vécu aux aguets, se confiant peu, ne s'autorisant que les sorties nécessaires, si possible en voiture, un voile jeté sur ses cheveux et toujours avec un homme. « *Bref, comme toutes les femmes de Misrata.* » Elle hausse les épaules. « *De toute façon, il n'y a aucun divertissement.* » Elle trouvait l'Egypte bien pire avant l'arrivée du général Sissi en tout cas. Elle reste ici. « *On a besoin d'argent.* »



A Tripoli, de nombreux murs sont couverts de tags et graffiti en rapport avec la révolution.



Trans-Maghreb Express.

« *La Libye n'existe plus* »

Le Monde

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

En 2012, la même semaine que l'attentat de la sacristie, trois imams ont aussi été tués à Misrata, par un groupe étranger, dit-on. C'est depuis ce moment-là que la ville entière s'est barricadée et qu'une patrouille passe tous les jours à Notre-Dame, montant la garde le dimanche. Un policier s'en mêle. « *Vous devez trouver notre islam sévère, pas vrai ? Mais ici personne n'oblige qui que ce soit d'aller à la prière. Les gens y vont tout seuls. Et, si Al-Qaida passait par Misrata, on pourrait leur donner des leçons de religion. Mais ne vous trompez pas : notre pratique n'est pas politique, elle est sociale. On n'a rien contre les chrétiens. Ici, on n'est pas à Benghazi, chez les salafistes.* »

Par hasard, en rentrant à Tripoli, on tombe sur Piet, un journaliste belge, basé au Caire. Mine de rien, je lui demande s'il a du mal à rencontrer des milices. Il paraît étonné. « *Très facile.* » D'ailleurs, il part à Al-Abyar, à côté de Benghazi. Il n'est pas mécontent de lui. Il a raison. Il vient de décrocher l'interview de l'homme du moment : le général Khalifa Haftar. A Benghazi, Haftar vient de dessiner une nouvelle ligne de front, depuis février 2014.

« *Avec Haftar, le combat est militaire et idéologique, pas tribal : c'est un libéral avant tout, avec une mentalité un peu occidentale* », m'explique une femme d'affaires libyenne, installée à Washington. On s'est rencontrées sur la place de l'Horloge, à Tripoli, pendant une manifestation en hommage à une avocate assassinée à Benghazi. Tailleur Chanel, sac à chaîne, elle me parle d'Haftar, qu'elle a connu aux Etats-Unis. Il s'y était exilé après un coup d'Etat militaire raté contre Kadhafi dans les années 1990. Après la révolution, il veut unifier les milices et en faire la nouvelle « armée nationale libyenne », sous son commandement bien sûr. Le projet patine, on l'accuse d'être l'« homme des Américains », un « faux révolutionnaire ». Les groupes refusent de rendre les armes, sauf si les autres commencent les premiers. Pas question non plus d'une armée nationale, à moins d'en avoir le contrôle.

Haftar finit par faire comme tout le monde : il monte sa propre milice. Les candidats s'y bousculent, 5 000 en quelques jours, dit-on. En Libye, les milices sont devenues l'un des plus gros pourvoyeurs d'emplois, offrant un salaire – entre 500 et 2 000 dinars libyens (entre 300 et 1 200 euros) – et surtout un statut social, d'autant que Haftar a plutôt une bonne image dans la population. Tous les postulants sont refusés. Haftar veut des pros, disciplinés, des anciens de l'armée de Kadhafi surtout, troupe d'élite ou aviation, soucieux de se refaire une virginité. En face, dans les milices salafistes, se mélangent Libyens et étrangers. Elles aussi sont plus politiques que tribales, en guerre pour l'instauration d'un Etat islamique.

« *Même pas de marbre, même pas d'or* »

Je me demande si Piet va me proposer de partir avec lui vers Benghazi. Il agite la main et court attraper son avion. Nous, on tourne dans Tripoli avant de tomber sur Bab Al-Azizia, l'ancien camp fortifié de Kadhafi et ses proches, en partie écrasé par les bombes de l'OTAN, en 2011. Une centaine de familles s'y sont bricolé des logements. « *Avant, quand je passais devant ces murs, je tournais la tête tellement j'avais peur* », raconte une femme. Maintenant, elle y habite, dans l'ancien quartier des officiers supérieurs. Quelle déception ! Elle s'exclame : « *Regardez, ce sont de petites maisons de rien du tout, même pas de marbre, même pas d'or.* »

Installé dans l'ex-hôpital, un chauffeur de taxi offre de nous conduire à la maison de Kadhafi. On remonte une allée bordée de beaux palmiers, chants d'oiseaux, bruissements d'insectes, une clairière. « *C'est là* », claironne le taxi. Il montre l'étendue d'herbe, absolument vierge. « *Les gens ont tout pris.* » Lui ne croyait pas à la révolution, sûr que le Guide suprême ferait retomber les ardeurs en distribuant des voitures aux jeunes hommes et de l'argent aux familles. Il soupire. « *C'est ce qu'il a fait, mais pas*

assez : 500 dinars libyens seulement. » On parle politique. Il n'y croit pas non plus. « *Les gens n'y vont que pour l'argent. Ceux qui veulent le pouvoir vont dans les milices.* »

A l'ouest, vers le sud, Zinten est la grande rivale de Misrata : des Bédouins du désert plantés comme une écharde en terre berbère, avec une réputation assez folklorique de mauvais garçons, pilleurs de caravanes. Pendant la révolution, les armes deviennent vite leur affaire, d'autant que leur groupe attire l'attention de tous ceux qui redoutent Misrata, trop puissante, trop religieuse. Et si Zinten, plus libérale, faisait le contrepoids ? Les armes et les soutiens affluent, français entre autres. Pour une ville de 40 000 habitants, la milice atteint bientôt 10 000 hommes.

A la victoire, eux aussi campent à Tripoli, arrachant le contrôle du secteur stratégique de l'aéroport international. Ils se déchaînent : depuis toujours, ceux de Zinten lorgnaient avec jalousie les pistes d'atterrissage de Misrata. « *Nous aussi, on en voudrait un* », avait dit l'un de leurs chefs.

L'enlèvement de l'éléphant du zoo de Tripoli

Là, ils commencent par piquer une passagère, puis bloquent la piste de décollage quand une compagnie refuse à la mère de l'un d'eux d'embarquer sans ticket. Toutes sortes de légendes courent sur eux, qu'ils entretiennent abondamment, revendiquant surtout leur coup d'éclat : l'enlèvement de l'éléphant du zoo à Tripoli.

Pendant qu'on roule vers Zinten, les automobilistes ralentissent en se croisant. Ils se dévisagent longuement. Le mois de ramadan a commencé, chacun vérifie que l'autre ne mange ni ne boit pas. « *En Libye, c'est moins grave de tuer quelqu'un que de manger du chocolat pendant le jeûne* », dit un jeune homme qui fait la traduction. Il ne plaisante pas du tout. Dans la mer, les baigneurs sont moins nombreux. Et si un peu d'eau dans la bouche venait à briser le ramadan ?



Trans-Maghreb Express.
« La Libye n'existe plus »
Le Monde Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde



DR Photo Virginie HOANG / HANS LUCAS pour LE MONDE

A Tripoli, un homme de la katiba Sadaoui, qui comprend plus d'un millier de membres.

Piet nous appelle de Tripoli, une histoire de valise. « *Et l'interview de Khalifa Haftar ?* » Le général l'a fait attendre deux jours avant de le renvoyer. Là-bas, ça bombarde toujours. Dans le reste du pays, les autres milices regardent, se gardant bien de s'engager publiquement.

Près de Zinten, une bourgade est entièrement vide, plus aucun habitant, juste des voitures brûlées. Tout le monde s'est enfui à l'été 2011, dans la débandade du régime. Créée de toutes pièces par Kadhafi dans les années 1970, la ville devait semer la discorde dans la région, faisant le pendant à la fois aux Bédouins de Zinten et aux revendications berbères, de langue et de culture. On s'apprête à repartir pour demander audience auprès de la milice, lorsqu'une voiture s'arrête à côté de la nôtre. Trois très jeunes garçons armés descendent, téléphone portable dernier cri et véhicule sans plaque. L'un d'eux n'a pas encore de barbe et porte un grand imperméable. C'est lui qui dit : « *Police.* »

« *Laisse-les, ils sont journalistes* », dit un de ses collègues. Sans se retourner, l'enfant en imperméable répond :

« *Je connais mon métier.* » Nous sommes amenés à la milice, installée dans un ancien commissariat de police.

Au traducteur, un homme armé annonce : « *Toi, tu vas disparaître. Personne ne saura où tu es. C'est fini.* » Ça parle longtemps. On attend. Quelqu'un finit par nous conseiller de nous éloigner de la région.

Il est 22 heures, l'avion pour la France repart le lendemain matin, quand un étudiant en pharmacie débarque à l'hôtel. « *Vous avez rendez-vous à la katiba Sadaoui tout de suite.* » Faouzi Al-Osta, qui dirige plus d'un millier d'hommes, dispose de quelques minutes. Les critiques contre les milices le font rire. « *Les politiques lancent des déclarations, mais ils travaillent tous les jours avec nous. Si on rendait les armes, ils seraient les premiers à pleurer. Les ambassades aussi.* » Lui assure la protection des diplomates russes et saoudiens.

Dehors, on entend les hommes qui partent, appelés de partout. « *On fait ce qui manque, c'est-à-dire tout, ambulances, pompiers, embouteillages* », explique un ancien fonctionnaire au ministère de la culture, habillé en treillis. Le gros des

appels reste les dénonciations contre les anciens kadhafistes. « *Au début, on courrait mais on ne peut pas arrêter le monde entier.* » Nous parlons de la guerre des milices, de leurs rivalités incessantes. Il hausse les épaules. « *Mais qui est-ce qui nous dresse les uns contre les autres ? Chacun arme les siens et se plaint ensuite que les fusils soient chargés.* »

Je suis arrivée à Paris quand je reçois un coup de téléphone de Tripoli. Les combats ont commencé autour de l'aéroport de Tripoli entre les milices de Zinten et Misrata basées dans la capitale.

Article paru du le quotien Le Monde
 paru le 9 août 2014





LA STAMPA *A Mersin, dernier port des Syriens. Entre évasions désespérées et new business*

Par Domenico Quirico, dans le quotidien La Stampa

Dans la ville côtière turque des milliers de migrants prêts à embarquer pour l'Europe. Beaucoup sont issus des classes moyennes et ont fui la guerre. Mais il y a ceux qui ont investi ici : « Les rebelles ? Vive Assad »



Les Syriens regardent attentivement le bateau tout illuminé ancré loin des quais, face à Mersin. Ils vivent en Turquie depuis un certain temps, mais ils ne sont pas encore habitués aux lumières insouciantes de la ville. Dans le pays d'où ils viennent, les villes, la nuit, depuis quatre ans sont noires comme des mines de charbon et une lumière dans l'obscurité est plus dangereuse que la peste au Moyen-Âge. Ils se rappellent les bombes, les snippers, les hélicoptères, les avions.

Sur le navire, on voit des phares allumés et des marins occupés. Une grue soulève des caisses et des paquets si tranquillement qu'ils semblent ne rien peser. Le navire se prépare pour le voyage comme si c'était une arche aux temps du déluge. En fait, c'est une arche. Beaucoup des navires qui quittent ces eaux, depuis trois mois, sont des arches. Le mont Ararat est l'Europe et les eaux du déluge montent jour après jour. Depuis longtemps elles ont inondé la Syrie et se sont étendues à l'Irak. Homs, Alep, Raqqa, Mossoul sont déjà submergées, d'autres villes sont exposées aux ondes fétides, le Liban

n'est plus sûr. La côte turque est le dernier refuge des fuyitifs pour qui la vie compte maintenant plus que la patrie, les biens et les habitudes abandonnés. Qui vient ici et n'a pas d'argent est perdu, contraint de se saigner à mort dans l'enchevêtrement des visas d'entrée des pays européens : deux, trois ans pour devenir un réfugié. Et la bureaucratie, la solitude, la terre étrangère, l'horrible indifférence générale et la suspicion face au sort de l'individu. Des moments où l'homme n'est rien, un visa est tout.

A Mersin il n'est pas difficile de rencontrer des Syriens, sont au moins cinquante mille : « Si vous voyez des enfants qui mendient, vous ne pouvez pas vous tromper, ils sont Syriens ... ». Le jeune homme que je ai rencontré, assis sur un banc sur le port scrutant la mer et les bateaux est trop âgé pour mendier, est l'un des rares qui a renoncé à la méfiance face à mes questions. Peut-être parce que je lui ai parlé d'Alep, sa ville, aujourd'hui détruite. Ou peut-être est-il tellement désespéré que même la peur du fuyitif est désormais pour lui sans valeur.

La fillette qui ne parle plus

Une odeur de pain chaud, venant d'un restaurant, semble constituer pour elle tout le confort du monde. Il m'a parlé de sa petite fille, ils ont fui lorsque leur épicerie a explosé et sont arrivés en Turquie. Ici, personne ne les menace, mais la petite fille, autrefois vive, gaie, est alors devenue silencieuse. Son engourdissement est un barrage inflexible contre lequel viennent s'écraser tous les efforts des parents dans leurs tentatives affectueuses de la rendre à la vie. Des semaines entières sans qu'ils réussissent à lui arracher ni un oui ni un non. Son petit visage toujours triste, fronçant les sourcils, la bouche fermée par le désespoir. « Elle se meurt, je vois qu'elle se meurt, si je ne réussis pas à la faire parler, pour évacuer un peu de l'anxiété qu'elle renferme, je ne parviendrai pas à la sauver ». Mais aucun acte de tendresse, aucune imploration ne fonctionne.

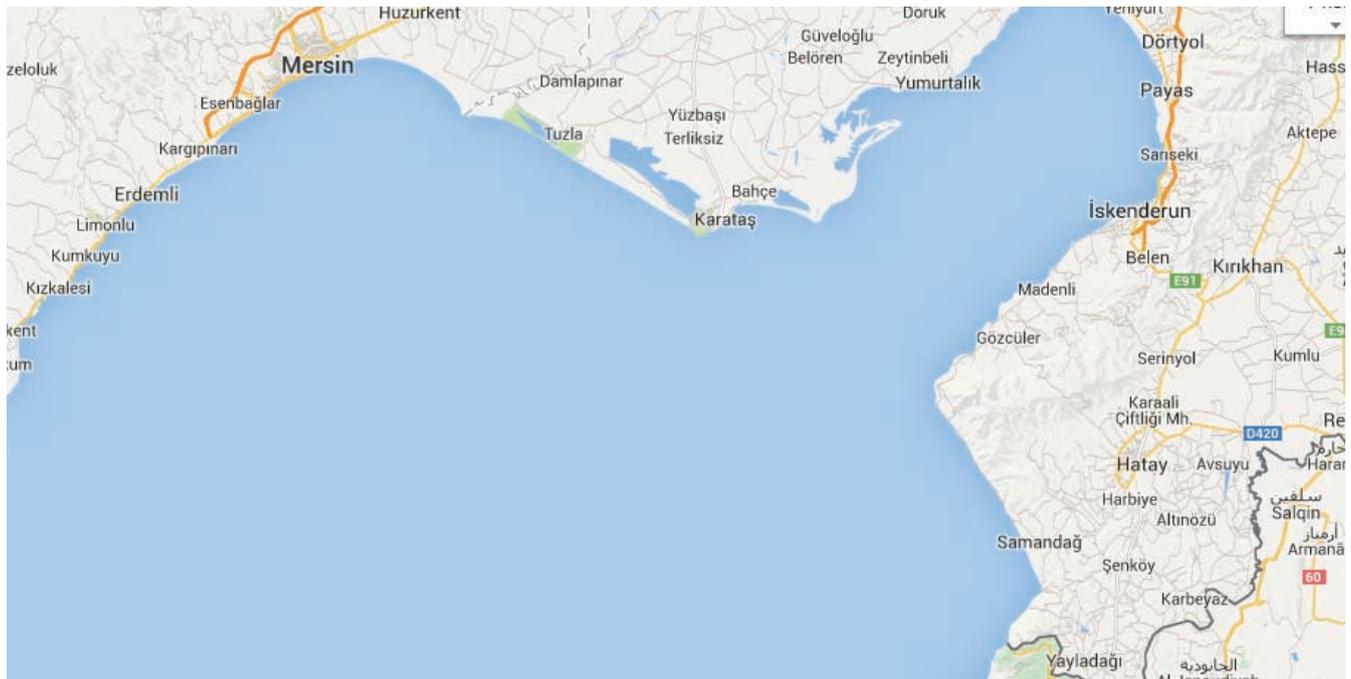
« Il faudrait vivre comme si jamais plus nous ne pourrions retourner d'où nous venons ». « Pour moi, ce n'est pas difficile - me répond-il amer - J'ai beaucoup de rêves, ce que je n'ai pas c'est l'argent pour embarquer sur un bateau comme ça. Nous allons rester ici jusqu'à ce que la Turquie se fatigue à renouveler nos permis de résidents temporaires et nous jettera dehors, derrière la frontière, là où nous attendent les sbires de Bachar ou les bourreaux du calife ». Je suis venu à Mersin en suivant, à contre-sens, le sillage des cargos qui emmènent en Italie les réfugiés syriens, non plus les embarcations de Lampedusa, mais de gros navires avec leurs cales pleines de milliers d'êtres humains qui paient six mille, sept mille dollars par voyage. La grande fuite de la bourgeoisie qui a renoncé à l'espoir d'une fin de la guerre, et qui,



LA STAMPA

A Mersin, dernier port des syriens.
Parmi évasions désespérées et new business

Par Domenico Quirico, dans le quotidien La Stampa



selon les on-dit, réserve maintenant son voyage sur Internet ... Je suis à Mersin : là où les rues n'ont pas de noms, mais des numéros et où les gens en signe de respect saluent encore en mettant le dos de la main sur leur front. Je vais au port, il est écrit que c'est d'ici que part le nouvel exode. Les mâts innombrables des navires cachent la mer, on ne sent pas la mer ni le vent, mais le carburant, les traces de pétrole à la surface de l'eau. Navires marchands, bateaux, radeaux, passerelles, grues géantes sont encastrés si étroitement qu'il semble possible de marcher autour du port sans se mouiller les pieds. Les navires semblent pris dans la chaussée et empêtrés au milieu des immeubles.

Thé et démentis officiels

Le port est entouré de hauts murs. Gardes de sécurité, policiers et soldats le contrôlent et patrouillent comme dans une forteresse. Derya, officier blonde, propose dans ses luxueux bureaux du thé et des démentis catégoriques : « *Nous avons lu avec surprise ce que vous écrivez en Europe sur les embarquements de*

Syriens qui partiraient d'ici. Nous sommes l'un des principaux ports turcs, navires de marchandises, hommes, tout est enregistré et contrôlé ... Il est impossible d'embarquer des milliers de clandestins, les mutations de propriété des navires achetés pour le transport de voyageurs sont des actes publics, vous pensez que les armateurs turcs prendraient ce risque? Si le navire coule et que des gens meurent cela va immédiatement retomber sur eux ».

Un des responsable de la brigade anti-criminalité a un ton moins sympathique, il s'emporte si vous lui parlez d'une nouvelle voie d'émigration, « *Pourquoi donc venez-vous à Mersin? Allez demander aux Grecs qui laissent passer sous leur nez les navires irréguliers et font semblant de ne rien voir. Rien que le mois dernier nous nous avons arrêté 750 immigrés clandestins. Nous on est en règle, nous faisons notre devoir ».* Je remonte vers les rumeurs et les fourmillements de la ville. « *Allez parler aux pêcheurs, eux ils savent tout ».* Dans un café près de la jetée, au milieu du vacarme des conversations, tous regardent l'étranger trop curieux. Le batelier est vieux, ses bras ballants

comme des nageoires lui pendent de ses épaules voûtées et tordues, ses yeux sont petits avec ce voile blanc que l'âge étend sur le regard des hommes. Mais la voix est restée jeune et virile. Il n'est pas de Mersin, il est venu du nord pour la saison hivernale de la pêche. Il raconte des histoires de personnes qui le soir venu attendent sur la côte des petits bateaux, comme le sien, pour se diriger vers les lumières des grands navires en attente au large : « *Nous transportons les Syriens, oui pour de l'argent, ils paient bien pour un travail tranquille. La pêche n'est pas toujours bonne et les coûts de carburant sont de plus en plus chers ».* Le ton se fait légèrement interrogatif, moqueur quand je parle des contrôles. Il me raconte l'histoire d'un pétrolier qui a vidé ses citernes, en plein jour, en bricolant un pipeline de fortune avec la jetée. D'une cale pleine de poulet destinés précisément aux Syriens repeints en rouge pour être vendus comme viande de bœuf au prix plus élevé. Ou de camions d'«aide» aux réfugiés syriens que personne n'a le droit d'ouvrir et partent vers la frontière. Certains agents des douanes qui ont essayé de les ouvrir ont été licenciés.



LA STAMPA A Mersin, dernier port des syriens. Parmi évasions désespérées et new business

Par Domenico Quirico, dans le quotidien La Stampa

Contourner la bureaucratie

Les Syriens vivent dans le quartier de Mesitli: maisons flambant neuves et jardins bien soignés, les voitures dans les rues ont toutes les plaques blanches, celles du pays voisin. Au Buena Vista, sur le front de mer, de très jeunes filles avec la tête enveloppée dans des voiles de grandes marques fument chicha sous les yeux suspicieux d'une femme âgée qui nous scrute avec des regards de dragon. Un ami turc nous a accompagnés « par sécurité » : « Vous savez, ici, ils sont habitués à ne voir que des Syriens ... » . Le gestionnaire est turc, mais parle arabe. Il a été embauché comme prête-nom par le propriétaire du restaurant : « C'est la méthode habituelle depuis quatre ans, depuis qu'ils sont arrivés en grand nombre ». Une façon de contourner la bureaucratie turque monstrueuse. Dans ce quartier vivent des familles riches, qui ont investi de l'argent ici en achetant maisons, boutiques, entreprises commerciales, il y en a trois cents rien qu'à Mersin : « Nous ne voulons pas partir, nous vivons bien ici, pourquoi devrions-nous partir sur un cargo puant ? » .

Les bureaux du « Boss » sont derrière la nouvelle mosquée et le marché aux poissons. Aucun employé. Bureaux et chaises sont enveloppés dans du plastique: import-export et une foule d'activités : voitures, pistaches, huile, édition, construction et dattes. Massif, un peu moqueur, parle un turc guttural, mais son arabe est celui flûté d'Alep. « Je suis arrivé ici avec deux cent mille dollars, j'investis, mon père vit à Alep sans problème, j'aime Bachar, vive Bachar. Les rebelles? Ils pondent des enfants et ne veulent pas travailler ... » .

Business syrien

Il ne sait rien des navires, puis m'explique que les voyages des migrants sont un business aux mains des Syriens : « Les Turcs gardent les miettes. Ils ont ce qu'ils méritent, ce sont les gens corrompus sans honneur. Les réservations sur Internet ? Ce sont de petites escroqueries : ils expliquent qu'il ne faut pas envoyer de dollars, mais seulement quelques centaines de livres turques pour frais d'organisation. Alors, les gens ont mordu, ils ont ratissé un peu de monnaie locale et ont disparu ... c'est du menu fretin ». Les « clients » sont ceux qui ont vendu leurs maisons et leurs biens avant de partir. Les sunnites achètent à prix d'aubaine les actifs de ceux qui savent qu'ils ne pourront pas retourner à cette terre carbonisée par la haine, alaouites, chrétiens et autres minorités. Ou ceux qui craignent la dictature du calife. Un colossal changement de propriété qui laisse aux mains des fugitifs des sommes consistantes, mais destinées à être rapidement asséchées par les loyers, la nourriture, les dépenses en Turquie.

Alors, avec ce qui leur reste ils décident d'offrir au destin une dernière possibilité, le voyage par bateau.

La longue attente

« Vous recherchez les Syriens qui partent? Allez à l'hôtel Aydin ». Je monte vers le campus de l'université, ici aussi de nouveaux quartiers, des bâtiments qui semblent construits tous ensemble du soir au matin, en assemblant les morceaux issus d'une boîte. Le dépliant est écrit en arabe uniquement, comme si les clients turcs n'intéressaient pas. A la réception, un géant moustachu est suspicieux face à son premier client non syrien : je lui explique que je suis ici pour un séminaire en droit islamique à l'université. « Désolé,

tout est complet, pas une chambre de libre ! » Dans le hall des familles se rassemblent et entassent paniers et enfants comme pour le départ, dans leurs yeux seulement la volonté qui sert à maintenir en vie. « Nos clients partent à l'improviste, et par grands groupes, si vous avez de la patience, une place va se libérer ».

Voici un groupe qui s'en va, dans l'ombre du hall des voix des femmes, un arabe fluide et doux, à travers la pénombre on devine leurs profils, la soirée est pleine d'incertitudes. D'une chambre provient un long chant d'une voix haute et nasale, les Syriens sont soudainement enchantés. Ils sont étonnés de cette complainte. Pour les voir partir il suffit de s'éloigner de quelques dizaines de kilomètres le long de la côte, la zone de Tiktak Akkale, de petites villes touristiques se succèdent, sans clients ces mois-ci. Les minarets de petites mosquées blanches à la chaux ressemblent à des tuyaux de pipe vieux et cassés, les collines, couvertes de champs et de vergers, apparaissent l'une après l'autre, par moment les hauteurs semblent s'enfuir comme la course ondulante des vagues lointaines. C'est une succession de quais jetés dans la mer, vides, où attendent les barques des pêcheurs. Les navires arrivent de la Chypre turque et attendent. Leur cargaison humaine passe les dernières heures cachée dans les fourrés de pins.

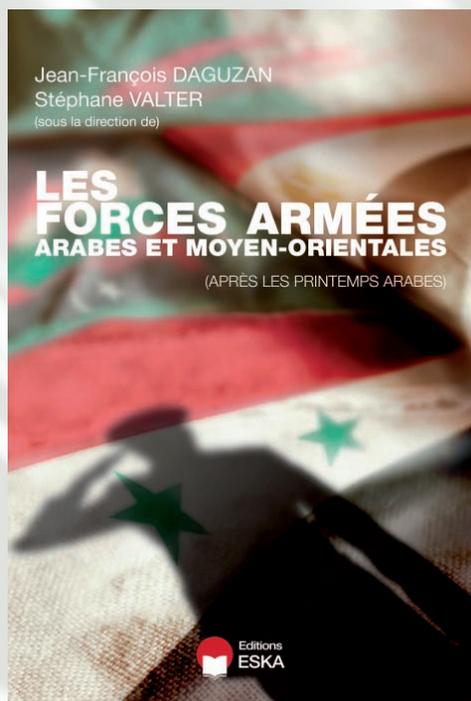
Peut-être étaient-ils riches jadis, mais on voit bien qu'ici vivre nécessite un grand effort et que l'arbre de vie est âpre et haut, depuis quatre ans la raison du plus fort, du plus malin, le plus rapide, fait que chacun a arraché quelque chose qu'il emportera chez lui.

Source : article de Domenico Quirico paru LA STAMPA di Torino le 19 janvier 2015
www.lastampa.it
traduction de Daniel Valla



En savoir plus sur la relation civilo-militaire dans un certain nombre de pays arabes et en Iran

avec la participation de Jean-François Daguzan, membre du conseil scientifique



Les forces armées arabes et moyen-orientales après les printemps arabes

Sous la direction de **Jean-François DAGUZAN**
et **Stéphane VALTER**

Editions ESKA
Août 2014

Ce travail collectif veut éclairer le lecteur sur la relation civilo-militaire dans un certain nombre de pays arabes et en Iran au moment où coexistent des processus de transformation réussis, en cours ou ratés.

http://eska.fr/index.php?id_product=1954&controller=product&id_lang=1

Jean-François DAGUZAN est directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (Paris) et directeur de la revue *Maghreb Machrek*.

Stéphane VALTER est maître de conférences (habilité à diriger des recherches) à l'Université du Havre, agrégé d'arabe et docteur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

James M. DORSEY est Senior Fellow à la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS, Nanyang Technological University), codirecteur du Institute for Fan Culture (Universität Würzburg) et auteur du blog *The Turbulent World of Middle East Soccer*.

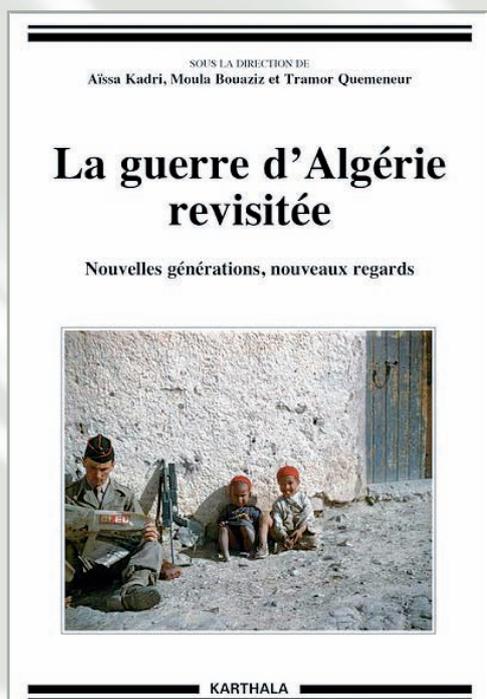
En Égypte, la lutte à mort entre l'armée et les Frères Musulmans qui, en juillet 2013, a abouti au renversement de Mohammed Morsi, premier président du pays élu démocratiquement, a mis en lumière l'absence d'une société civile à même de s'affirmer. Cette carence émerge comme un trait fondamental de la société arabe alors que s'expriment sous des formes variées des changements politiques et sociaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La présence parfois écrasante des armées sur la scène politique arabe est le fruit des processus de constitutions des Etats de la région après la première guerre mondiale et dans la période de décolonisation. Selon les cultures ou les histoires respectives de chaque pays, le rôle et la place des armées sont différents. Cependant, la cristallisation dictatoriale qui s'est effectuée au fil des années a fait progressivement peser une chape de plomb sur les sociétés locales. Perçus comme progressiste au début, les militaires et les autocrates arabes au lieu d'encourager le développement de la société civile, se sont essentiellement appuyés sur toute la gamme des moyens répressifs – tout en achetant la paix civile avec les surplus des rentes de situation économiques (pétrole, tourisme, etc.). Au moment où la crise économique mondiale a fait éclater les modèles anciens, qu'en est-il aujourd'hui de la relation armée-société et qu'en sera-t-il demain ?

Ce travail collectif veut éclairer le lecteur sur la relation civilo-militaire dans un certain nombre de pays arabes et en Iran au moment où coexistent des processus de transformation réussis, en cours ou ratés. Les divers contributeurs à ce volume proposent des éclairages circonstanciés pour analyser le rôle des armées à la suite des différentes révoltes populaires qui ont balayé le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Ce volume représente une contribution importante pour la compréhension du rôle des militaires et des transitions auxquels les pays sont ou ne manqueront pas d'être confrontés. Ces relations conditionneront, d'une part, la stabilité de chacun des pays concernés et, d'autre part, la paix et la sécurité de la région.



Soixante ans après « la Toussaint rouge » de nouveaux éclairages sur la compréhension de la guerre d'Algérie.

Des approches qui explorent davantage les racines et les dimensions internationales du conflit



La guerre d'Algérie revisitée.

Nouvelles générations, nouveaux regards

Par **KADRI Aïssa, BOUAZIZ Moula, QUEMENEUR Tramor** (sous la direction de)

Collection Hommes et sociétés
Editions Karthala - Parution 2015

<http://www.karthala.com/hommes-et-societes-histoire-et-geographie/2909-la-guerre-dalgerie-revisitee-nouvelles-generations-nouveaux-regards-9782811112950.html>

Aïssa Kadri est professeur émérite des universités.

Moula Bouaziz est historien, politologue, chercheur, ses recherches portent sur les questions de violences politiques et de crise en Wilaya 3 pendant la guerre de libération nationale.

Tramor Quemeneur est ATER à l'Université de Paris 8, ses recherches portent sur les désobéissances et les oppositions à la guerre d'Algérie.

A signaler la participation à cet ouvrage de notre membre Roland Lombardi dont la communication s'intitule : « Un aspect international méconnu de la guerre d'Algérie: le regard et l'implication d'Israël dans le conflit »

Soixante ans après « la Toussaint rouge » (1er novembre 1954), date du début de l'insurrection algérienne, l'historiographie connaît un renouvellement des questionnements. Cette dynamique de recherche est globalement portée par une jeune génération d'universitaires et de chercheurs qui, sans se démarquer totalement de la génération précédente, la renouvelle en grande partie. Celle de l'après-guerre d'Algérie avait posé les cadres généraux de l'histoire de la période et d'une certaine manière « dégrossi » l'histoire de ces années de feu, à travers de grandes « fresques » qui balisaient toute la période, mais plus rarement à travers des travaux ponctuels focalisés sur les principaux acteurs (biographies, portraits et engagements contextualisés).

Ces travaux apportent de nouveaux éclairages sur la compréhension de la guerre. Les approches explorent davantage les racines et les dimensions internationales du conflit. Sont ainsi abordés le rôle de la Hongrie, de l'Italie, d'Israël et de la Croix Rouge. Le caractère nouveau de ces recherches se retrouve également dans l'attention portée aux opinions publiques, à la communication et au rôle de l'imprimé (éditeurs et éditions), aux idéologies, aux représentations et aux pratiques des acteurs de la confrontation (théories et théoriciens de la guerre anti-subversive, combattants et opposants à la guerre), aux rapports hommes/ femmes dans les luttes (militantes et porteuses de valises).

Certaines études descendent jusqu'à la région, à la ville, au village sous forme de monographies, apportant un regard plus localisé et territorialisé sur le conflit (l'action politique en milieu rural, les Aurès, la Kabylie avec la Wilaya III, la manifestation du 14 juillet 1953 à Paris...).

La dimension mémorielle est également revisitée non seulement dans une perspective intergénérationnelle, dans ce qu'elle traduit comme recompositions identitaires, mais aussi dans ce qu'elle laisse à voir comme imposition idéologique.



Un manifeste argumenté appelant à l'écllosion d'une stratégie francophone forte et équilibrée.

Comme l'écrivait Léopold Sedar Senghor : « *La francophonie existe, il faut l'organiser.* »

Yves Montenay
Damien Soupart

LA LANGUE FRANÇAISE :
une arme d'équilibre de
la mondialisation

LES BELLES LETTRES

La Langue française: une arme d'équilibre de la mondialisation

Par Yves MONTENAY et Damien SOUPART

Editions Les Belles Lettres - Parution 2015

Yves MONTENAY dirige depuis 1994 l'Institut Culture Économie et Géopolitique. Il a publié, aux Belles Lettres, *La Langue française face à la mondialisation* (2005), *Nos voisins musulmans. Du Maroc à l'Iran, quatorze siècles de méfiance réciproque* (2004) et *Le mythe du fossé Nord-Sud. Comment on cultive le sous-développement* (2003).

Diplômé de Sciences Po et de l'École de Guerre Économique (EGE), actuellement consultant en Intelligence Économique Territoriale, Damien SOUPART s'intéresse depuis plusieurs années à la place de la langue française dans le monde.

<http://www.lesbelleslettres.com/livre/?GCOI=22510100856640>

Cet ouvrage est passionnant. Il fournit une foule d'informations permettant d'illustrer cette question, de la défense ou non de la langue française, souvent rebattue mais le plus souvent avec des argumentaires idéologiques, intéressés, mal étayés voire simplement d'effet de mode. Il permet de détruire des certitudes souvent évoquées dans les salons, qui ne reposent que sur des « on dit... ».

Mais il n'évacue pas pour autant les nécessités économiques ni les effets de la mondialisation. Il permet donc de construire sa propre opinion avec des éléments réellement fondés et, le cas échéant, d'élaborer sa propre conviction.

Rappelant des événements aussi divers que la déclaration de Léopold Sédar Senghor. « *La francophonie existe il faut l'organiser* » ou l'adhésion surprenante du Qatar en 2012 comme membre associé de l'OIF alors même que l'essentiel des francophones de ce pays sont quasi exclusivement les étrangers souvent libanais ou cadres des entreprises qui y sont implantées, l'auteur s'efforce d'adopter une attitude réaliste et objective, mais constructive pour la défense de notre langue.

Pour cela, Yves Montenay nous invite, en compagnie de son co-auteur Damien Soupart, à parcourir l'histoire de la création de notre langue puis de son expansion avant d'en souligner la désaffection qui la frappe. Il évoque ensuite la situation concrète actuelle du français en France avant de nous conduire dans un vaste tour du monde en trois cercles d'intérêt concordant à l'égard de notre langue. Damien Soupart développe enfin dans une quatrième partie un argumentaire « pour une stratégie de la francophonie ».

Les auteurs s'emploient, tout au long de ce parcours et compte tenu de l'importance toujours plus reconnue de l'enrichissement à travers la diversité et l'identité culturelle, à apporter des éléments de réponse aux grandes questions : Pourquoi défendre le français ? L'existence du français est-elle également importante pour les autres ? Y-a-t il une demande de France ? Qu'apporte de particulier l'enseignement à la française ? L'enseignement du français doit-il viser des centaines de millions de francophones ou rester élitiste pour atteindre des hommes et femmes d'influence ? Doit-on accueillir en France que des étudiants francophones ou tous les types d'étudiants en enseignant en anglais ? etc.

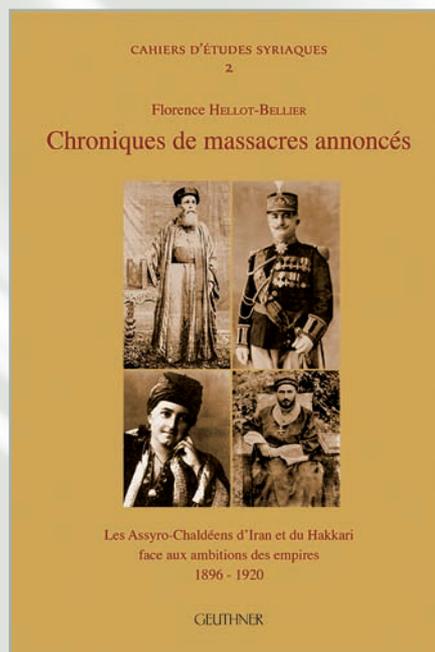
Cet ouvrage mérite d'être découvert et de nourrir votre réflexion sur toutes les interrogations portant sur l'avenir de notre pays, de sa jeunesse et des choix qu'il conviendrait d'effectuer.

Jean François COUSTILLIÈRE



l'Empire ottoman face au patriarche de l'Église d'Orient et aux tribus assyriennes

Comment les années 1915 et 1918 marquent l'histoire des chrétiens assyro-chaldéens et arméniens



Chroniques de massacres annoncés

Les Assyro-Chaldéens d'Iran et du Hakkari face aux ambitions des empires (1896-1920)

Auteur **HELLOT-BELLIER Florence,**

Collection Cahiers d'études syriaques

Editions Geuthner - Parution 2014

www.geuthner.com/livre/chroniques-de-massacres-annonces/1043

Florence Hellot-Bellier appartient à l'Unité Mixte de Recherches « Mondes iranien et indien », au sein de laquelle elle consacre ses recherches à l'histoire iranienne au tournant des XIXe et XXe siècles, en particulier à celle des Assyro-Chaldéens d'Iran. Elle a notamment publié en 2008 France-Iran Quatre cents ans de dialogue, Paris.

Les années 1915 et 1918 marquent l'histoire des chrétiens assyro-chaldéens et arméniens de l'Est de la Turquie et de l'Iran de dates tragiques.

Ce livre retrace les événements, mais aussi les conditions qui ont abouti aux massacres. Il explore la lente montée de la violence, du Caucase à l'Anatolie orientale, et les tentatives des chrétiens pour la conjurer. Il s'attarde sur la faiblesse des gouvernants iraniens, sur l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs et sur les revendications nationalistes qui fragilisèrent la coexistence des populations composant la mosaïque ethnique de la région. Il dénonce les agressions des empires ottoman, britannique et russe et les traités inéquitables générateurs de frustrations.

En 1914 les Assyro-Chaldéens étaient debout. Mais l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés de la Triple-Alliance plaça le patriarche de l'Église d'Orient et les tribus assyriennes du Hakkari devant un terrible dilemme. La décision patriarcale d'engager les tribus aux côtés des Russes, au moment où les « Organisations spéciales » ottomanes mettaient en action un plan d'élimination des chrétiens dans la région, précipita les tribus dans un exode qui se comua en exil.

La barbarie des massacres (seyfo/saypa) de 1915 de part et d'autre de la frontière irano-turque mit fin aux anciennes solidarités tribales entre Assyriens et Kurdes ottomans ; les massacres perpétrés de nouveau en 1918 et 1919 dans la région d'Ourmia hantent aujourd'hui encore la mémoire des Assyro-Chaldéens ; ils firent vaciller la complicité des populations d'Azerbaïdjan, sans parvenir à la briser totalement.

Alors que la présence assyrienne a disparu au Hakkari, les Iraniens d'Ourmia et de Salmas, musulmans et chrétiens, ont su retrouver au cours des années 1920 les clés d'une vie commune. La beauté des chants et des liturgies de langue syriaque emplit de nouveau les églises de la région.